SOMMAIRE

0. INTRODUCTION	2
1. OBJECTIF DE L'ENQUÊTE	2
2. PLAN DE SONDAGE DE L'ENQUÊTE	2
3. DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	3
4. MÉTHODES DE COLLECTE ET PRÉSENTATION DU QUESTIONNAIRE	3
4.1 Présentation du questionnaire	
5. EXPLOITATION DES DONNÉES	5
6. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	5
7. SOURCE DE FINANCEMENT	5
I. DEMOGRAPHIE	6
II. LES DEPENSES	8
DEPENSES DE CONSOMMATION	10
1. RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DE LA DÉPENSE DE CONSOMMATION PAR GRA FONCTIONS	
2. DÉPENSES PAR MÉNAGE ET PAR TÊTE	13
III . EMPLOI	15
1. TAUX STRICT DE CHÔMAGE ET D'ACTIVITÉ PAR SEXE ET CLASSE D'ÂGES	16
2. TAUX ÉLARGIS DE CHÔMAGE ET D'ACTIVITÉ PAR SEXE ET PAR CLASSE D'ÂGES	18
3. CARACTÉRISTIQUES DES CHÔMEURS BIT ET DES CHÔMEURS DÉCOURAGÉS	19
A: Chômeurs BIT	19 19
a.3. En fonction du niveau d'instruction	20
B. Chômeurs BIT + Chômeurs découragésb.1. En fonction du sexe	
b.2. En fonction du lien de parenté avec le CM	
b.3. En fonction du niveau d'instruction	
b.4. En fonction de la taille du ménageb.5. En fonction de la Nationalité	

0. Introduction

Le processus d'intégration sous-régionale des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) nécessite des études comparatives en vue de proposer des instruments d'harmonisation dans la détermination de certains indicateurs.

Le projet d'harmonisation des prix répond à un de ces soucis. En effet, le calcul de l'indice des prix à la consommation des ménages permet le suivi et la connaissance des indicateurs du coût de la vie.

L'objectif de l'enquête sur les dépenses des ménages dans les capitales des pays membres de **l'UEMOA** est de déterminer la structure des achats de biens et services des ménages afin de mettre en place des pondérations pour le calcul d'un indice des prix à la consommation harmonisé au sein des pays de l'UEMOA.

L'enquête s'est déroulée entre 3 Avril 1996 et le 29 Juin 1996 à la Communauté Urbaine de Niamey et ses zones d'extension. La collecte s'est déroulée en quatre (4) vagues successives de 18 jours chacune.

La méthode d'observation choisie repose sur deux types de relevés à savoir les relevés quotidiens pour les dépenses courantes au moyen de carnets de comptes remplis par les membres du ménage enquêté lorsqu'ils sont éligibles au carnet de comptes et les relevés rétrospectifs pour les autres types de dépenses.

Le présent rapport présente une analyse sommaire des différentes résultats. Il comprend essentiellement trois parties qui sont :

- Démographie : Résultats généraux sur la situation démographie (structure par âge de la population) ;
- les dépenses : Résultats de l'enquête et leur comparaison avec les information de l'ENBC :
- l'emploi : Résultats généraux sur la structure de l'emploi et les différentes type de chômage.

1. Objectif de l'enquête

L'enquête sur les dépenses des ménages dans les capitales des pays membres de **l'UEMOA** a pour objectif principal d'estimer la structure des achats de biens et services des ménages afin de déterminer des pondérations pour un indice des prix à la consommation harmonisé au sein des pays de l'UEMOA.

2. Plan de sondage de l'enquête

La base de sondage de l'enquête est constituée par les Zones de Dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population de 1988 avec leur nombre de ménages d'après l'opération du découpage cartographique de la Communauté Urbaine de Niamey (CUN).

Par ailleurs, les ZD ont été stratifiées a priori. Trois strates ont été constituées. Il s'agit de :

- Découpage 88,
- Terminus Plateau,
- Extension.

Au total 84 **ZD** ont été tirées à probabilité inégale dans les strates. Au sein de chaque **ZD**, 12 ménages ont été tirés avec probabilité égale ; ce qui a donné 1008 ménages à enquêter. Mais il est utile de noter que, compte tenu de la taille de certaines ZD, des modifications sur le nombre de ménages à enquêter ont été opérées. Ainsi deux ZD se sont retrouvées avec 18 et 15 ménages au détriment de deux autres qui se sont retrouvées avec respectivement 6 et 9 ménages.

3. Déroulement de l'enquête

L'enquête a débuté le 3 Avril 1996 et s'est achevée le 29 Juin 1996 donc étalée sur 3 mois. La collecte s'est déroulée en quatre (4) vagues successives de 18 jours chacune avec 31 enquêteurs (dont 3 mobiles), 7 contrôleurs et 2 superviseurs. Le rôle des 3 enquêteurs mobiles est de continuer la collecte lorsqu'un enquêteur est empêché pour une période donnée.

4. Méthodes de collecte et présentation du questionnaire

4.1 Présentation du questionnaire

La méthode d'observation choisie repose sur deux types de relevés :

- des relevés quotidiens pour les dépenses courantes au moyen de carnets de comptes remplis par les membres du ménage enquêté lorsqu'ils sont éligibles au carnet de comptes ;
- des relevés rétrospectifs pour les autres types de dépenses

Questionnaire: "Démographie"

Il porte sur les informations démographiques concernant les membres du ménage à enquêter : Nom et Prénom, Sexe, Age, Etat matrimonial, Lien de parenté avec le chef du ménage.

Questionnaire :"carnet de comptes"

Il est le support des dépenses courantes effectuées par le(s) membre(s) du ménage jugé(s) éligible(s).

Questionnaire : " les autres dépenses courantes du ménage"

Il fournit les informations sur les dépenses fréquentes ou régulières effectuées par les membres du ménage au cours des 12 derniers mois.

Questionnaire :" Les autres dépenses du ménage" non individualisables

Il fournit les informations sur :

- le logement occupé par le ménage et les dépenses y afférentes.
- les biens durables possédés par le ménage (appareils ménagers, mobiliers, équipements de loisir, moyens de transport).

Il fournit aussi des informations sur les achats d'articles d'ameublement et d'ustensiles ménagers au cours des 12 derniers mois et sur les dépenses effectuées à l'occasion des fêtes ou des cérémonies au cours de la même période de référence.

Questionnaire : "Les autres dépenses du ménage non individualisables (suite)"

On enregistre les dépenses d'habillement, de chaussures, de santé, de déplacement à l'étranger, à l'intérieur du pays, d'éducation et de formation et de soins personnels. soit au cours des 12 derniers mois, soit au cours des 6 derniers mois précédant le passage de l'agent enquêteur dans le ménage.

Questionnaire: "Informations complémentaires sur le ménage"

Il fournit les informations sur les aides et cadeaux en argent donnés à d'autres ménages et les achats de fruits et légumes au cours des 12 derniers mois qui précèdent le passage de l'agent enquêteur.

Questionnaire : "Les dépenses courantes du ménage saisies à l'aide des carnets de comptes"

On y reporte les dépenses enregistrées dans les carnets de comptes distribués dans le ménage. Dans le cas où les carnets de comptes ne sont pas remplis ou ne sont pas acceptés dans le ménage, l'agent enquêteur procède par interview afin de saisir les dépenses effectuées dans ce ménage pendant les deux jours précédant le jour de l'interview.

Questionnaire: "Annexes"

Il permet de faire le contrôle des visites récapitulatives, de faire des observations sur les dépenses ou les comportements des ménages dans leurs déclarations.

4.2 Méthode de collecte

La méthodologie retenue consiste à observer les ménages en six (6) passages à intervalles réguliers de trois (3) jours sur les 18 jours que comporte une vague. Au premier passage sont recueillies les caractéristiques démographiques des membres du ménage et sont également distribués les carnets de comptes aux éligibles du ménage. Au deuxième passage, l'agent enquêteur remplit le questionnaire portant sur les dépenses courantes du ménage.

Au troisième passage, l'enquêteur remplit le premier questionnaire sur les dépenses non individualisables effectuées par le ménage.

Au quatrième passage, il remplit le deuxième questionnaire sur les dépenses non individualisables effectuées par le ménage.

Le cinquième passage permet à l'agent enquêteur de faire un bilan des informations recueillies dans le ménage et/ou de rattraper le retard (s'il y a) sur les questionnaires déjà administrés.

Au dernier passage, il remplit le questionnaire relatif aux informations complémentaires sur le ménage.

5. Exploitation des données

L'exploitation des questionnaires s'est effectuée en deux phases.

D'abord ils sont codifiés directement sur le terrain par les agents enquêteurs. Ensuite ils ont fait l'objet d'un contrôle manuel avant de passer à la saisie informatique. Cette saisie a été réalisée par huit (8) agents de saisie avec le logiciel CLIPPER du 13 Mai au 11 Novembre 1996.

Pendant la saisie, une série de contrôle a été effectuée :

- Contrôle d'exhaustivité et d'unicité des différents questionnaires administrés à un ménage.
- Contrôle de totaux sur les dépenses.

Le traitement informatique de l'enquête à été fait sous le logiciel ARIEL+PLUS.

6. Difficultés rencontrées

Comme toute enquête à passage répété, l'enquête "PRIX UEMOA" a connu des problèmes :

- des refus constatés chez quelques fonctionnaires et étrangers ;
- des abandons liés à la lassitude des enquêtés.

7. Source de financement

L'enquête **PRIX UEMOA** est entièrement financée par l'Union Européenne et le Ministère français de la Coopération dans le cadre du projet d'harmonisation des indices à la consommation dans les capitales des pays membres de **l'UEMOA**.

I. DEMOGRAPHIE

L'enquête s'est intéressée aux caractéristiques démographiques des ménages. Ce volet démographique donne un aperçu sommaire sur la distribution de la population.

La population de la Communauté Urbaine de Niamey est composée de 51% d'hommes contre 49% de femmes selon les résultats de l'enquête UEMOA. Une répartition de cette population par sexe et par groupe d'âges montre que les fortes proportions se rencontrent aux bas âges. Ces proportions sont toutes supérieures à 11% avant 20 ans. Mais au delà de cet âge tous les groupes d'âges enregistrent des proportions inférieures à 10%. Elles sont encore plus faibles (moins de 1%) au delà de 65 ans et ceci quel que soit le sexe considéré.

<u>Tableau 1</u>: Répartition de la population par sexe et par classe d'âges

En pourcentage

CLASSES D'AGES	MASCULIN	FEMININ	TOTAL
0 - 4 ans	13,9	12,2	13,0
5- 9 ans	16,5	16,7	16,6
10 - 14 ans	14,3	15,7	15,0
15 - 19 ans	11,4	12,5	12,0
20 - 24 ans	9,0	9,7	9,4
25 - 29 ans	8,0	8,1	8,0
30 - 34 ans	7,4	6,4	7,0
35 - 39 ans	5,1	5,9	5,5
40 - 44 ans	4,0	4,1	4,1
45 - 49 ans	3,2	4,0	3,6
50 - 54 ans	2,7	1,8	2,2
55 - 59 ans	1,8	1,0	1,4
60 - 64 ans	1,1	0,7	0,9
65 - 69 ans	0,8	0,3	0,5
70 - 74 ans	0,3	0,3	0,3
75 - 79 ans	0,3	0,2	0,2
80 ans & +	0,2	0,4	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Avec un découpage en 3 grands groupes on obtient le tableau suivant :

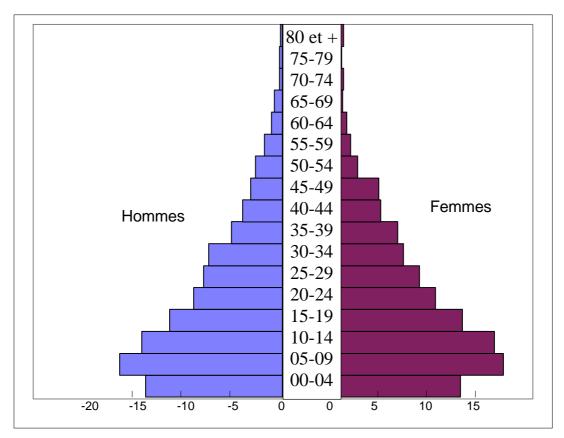
<u>Tableau 2</u>: Répartition de la population de la Communauté Urbaine de Niamey en trois classes d'âges

En Pourcentage

Classe d'âges	Population
00 - 14 ans	44,6
15 - 59 ans	53,1
60 ans et plus	2,3

Le tableau ci-dessus montre que la population de la CUN est composée de 44,6% de jeunes de moins de 15 ans et que la tranche âgée de 60 ans et plus ne représente que 2,3% de la population de la CUN. La tranche âgée de 15 à 59 ans, qualifiée de population potentiellement active constitue 53,1% de la population résidente de Niamey.

Graphique 1 : Pyramide des âges de la population de la Communauté Urbaine de Niamey



La représentation graphique de la distribution par sexe et par âge nous donne la pyramide des âges de la Communauté Urbaine de Niamey. Cette pyramide (graphique 1) a, comme toute pyramide en expansion, une base élargie et un sommet rétréci : caractéristique d'une population jeune. Mais un fait important, qui mérite une attention particulière, ressort de ce graphique. On constate que, quel que soit le sexe considéré, la proportion des moins de 5 ans est inférieure à celle de 5 à 9 ans.

II. LES DEPENSES

Les résultats de l'enquête font apparaître une dépense totale mensuelle de 20 110 F par personne dans la Communauté Urbaine de Niamey. Cette dépense se répartit comme l'indique le tableau 3.

<u>Tableau 3</u>: Dépenses totales mensuelles par individu

Fonction de dépenses	Montant (en FCFA)
Alimentation-Boisson-Tabac	7 865
Habillement-Chaussures	1 028
Logement	2 552
Equipement-Entretien	1 315
Santé	289
Transport-Déplacement	2.126
Loisir-Culture	422
Education	276
Hôtel-Café-Restaurant	860
Autres dépenses de consommation	1 218
Dépenses Totales de Consommation	17 951
Prélèvement sur stock de commerce	207
Transfert en espèces	1 211
Transfert en nature	276
Autres sorties d'argent	466
Dépenses Totales hors consommation	2 159
DEPENSES TOTALES	20 110
Taille moyenne des ménages	6,3
Loyer mensuel fictif imputé par ménage	12 309
% des ménages concernés	47,9

Ce tableau fait apparaître des disparités énormes entre les dépenses suivant leur nature. En effet plus de 89% de la masse de sortie d'argent sont consacrés aux dépenses de consommation et seulement moins de 11 % sont hors consommation (prélèvement sur stock de commerce, transport en espèce, en nature et autre sortie d'argent.

On peut également observer qu'environ 48% des ménages de la communauté Urbaine de Niamey ne payent pas de loyer soit parce qu'ils sont propriétaires ou qu'ils sont logés gratuitement. Ce qui conduit à la notion de loyer fictif imputé par ménage. Ainsi les loyers fictifs imputés par ménage sont les loyers que sont censés se verser les ménages qui sont propriétaires de leur logement ou logés gratuitement. On estime ce montant à 12 309 FCFA par ménage et par mois sans distinction de type de logement.

<u>Tableau 4</u>: Quelques caractéristiques des quintiles de la dépense totale par unité de consommation

	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	Ensemble
	Quintile	Quintile	Quintile	Quintile	Quintile	
Dépense mensuelle par tête	5 714	10 365	16 152	26 871	60 904	20 110
Part de la dépense totale en %	7,1	12,7	15,9	22,2	42,1	100,0
Taille moyenne des ménages	7,8	7,8	6,2	5,2	4,4	6,3
Part de l'alimentation en %	62,9	62,3	58,2	49,7	36,9	48,6

Il convient de rappeler ici qu'il s'agit des unités de consommation selon l'échelle Oxford. On considère l'ensemble des membres du ménage avec les "poids" suivants :

1 pour le chef de ménage;

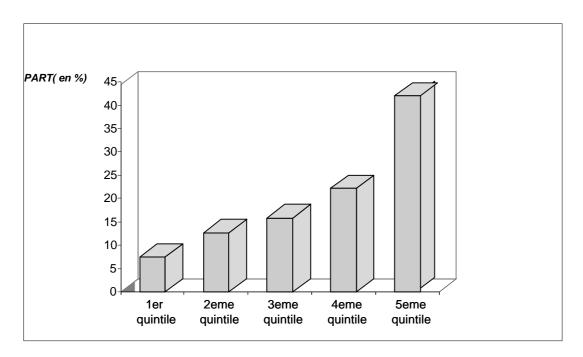
- 0,7 pour les autres membres du ménage âgés de 15 ans et plus ;
- 0,5 pour les autres membres du ménage âgés de moins de 15 ans.

Ainsi on constate que la taille moyenne d'un ménage de la Communauté Urbaine de Niamey est de 6,3 personnes. Cette taille décroît du premier quintile (les 20% de ménages qui sont relativement les plus pauvres) au dernier (les 20% relativement les plus riches) avec respectivement 7,8 et 4,4 personnes. La taille moyenne du ménage et la dépense de consommation sont deux variables qui évoluent inversement c'est à dire plus la taille moyenne du ménage est élevée, moins la dépense de consommation par tête est importante. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que c'est dans les ménages de taille relativement élevée que l'on rencontre beaucoup de chômeurs.

Il ressort aussi que les ménages des premiers quintiles consacrent plus de 62% de leur budget à l'alimentation. Quant aux ménages du cinquième quintile, ils ne consacrent que 36,9% de leur budget à l'alimentation.

On peut remarquer que l'ensemble du budget d'un ménage de Niamey est dominé par les dépenses alimentaires.

<u>Graphique 2</u>: Répartition des dépenses totales mensuelles par quintile



Ce graphique 2 montre que les ménages contribuent de façon très inégale à la dépense totale mensuelle à Niamey. Les ménages du premier quintile contribuent faiblement à ces dépenses (7,1%) alors que ceux du cinquième quintile contribuent à plus de 40%.

DEPENSES DE CONSOMMATION

Plus de 89% des dépenses totales sont des dépenses de consommation. Ces dépenses nécessitent un développement plus approfondi compte tenu de leur poids dans le budget des ménages de la Communauté Urbaine de Niamey (CUN). Elles regroupent tous les achats de biens, produits et services destinés à la consommation des ménages.

Tableau 5 : Répartition de la dépense de consommation en pourcentage.

Alimentation Boisson-Tabac	Habillement Chaussures	Logement	Equipement Entretien	Santé	Transport Déplacement	Loisir Culture	Education	Hôtel Café Restaurant	Autres dépenses	Total
43,8	5,7	14,2	7,3	1,6	11,9	2,4	1,5	4,8	6,8	100,0

De ce tableau 5, il ressort que 43,8% des dépenses de consommation sont destinées à l'alimentation - boisson - tabac. Le logement occupe le 2^{ème} rang avec 14,2%. Les dépenses de santé et d'éducation sont les plus faibles avec respectivement 1,6% et 1,5%.

Cette situation pourrait s'expliquer par le fait qu'à Niamey très peu de ménages pratiquent l'agriculture. Les produits céréaliers tels que le mil, le maïs, le riz sont payés par presque tous les ménages. La hausse des prix de ces produits, ont d'ailleurs contraint certains ménages à consacrer la totalité de leur revenu à l'acquisition de ces biens. En dehors des céréales, ce poste renferme la viande, les produits laitiers, les épices, les huiles, c'est dire toute l'importance de ce poste à un moment où garantir le minimum vital devient la préoccupation de bon nombre de chefs de ménage à Niamey (on peut rappeler que la collecte s'est dérouillée à un moment où les difficultés de la trésorerie nationale ne permettent pas de payer régulièrement les salaires).

Le logement occupe le 2ème rang avec 14,2%. Le poste hors mis le loyer brut, renferme des charges régulières (eau, électricité), les ménages locataires (37,32%) payent, cher le loger, dépenses auxquelles viennent s'ajouter celles d'eau et d'électricité (79,25 F le kw par exemple). Si les propriétaires (46,7%)¹ ne paient pas le loyer, ils dépensent dans les réparations et l'entretien de leur logement et les loyers mis à la disposition des locataires car l'état du logement est l'un des critères fondamentaux des locataires.

Aussi, il ressort de ce tableau que les dépenses de santé et d'éducation sont les plus faibles avec respectivement 1,6% et 1,5%. Les faibles dépenses de santé pourraient trouver leurs explications dans le changement de comportement des ménages dans la consommation des produits pharmaceutiques. En effet, depuis un certain temps, le marché pharmaceutique est inondé de vendeurs ambulants. Bien qu'on ne dispose pas de données statistiques dans ce domaine, force est de constater que beaucoup de ménages prennent

¹ ENBC Phase Urbaine, Volet A: Les dépenses de Consommation et approche de la pauvreté en milieu urbain; Novembre 1994 Page 6.

leurs médicaments auprès de ces vendeurs ambulants pour une simple saison de coût, faisant fi des risques encourus.

Quant aux dépenses de l'éducation, leur faible proportion est due au fait que l'Etat prend en charge la scolarisation des enfants, par suite les dépenses engagées par les parents restent encore dérisoires. A cela s'ajoute la pauvreté dans laquelle vit 42% de la population de Niamey ². On peut conclure à ce niveau que bon nombre de ménages n'ont pas la possibilité de se soigner correctement et d'envoyer leurs enfants dans les établissements privés.

Quant aux dépenses de transport et de déplacement, elles représentent 11,9% de la dépense totale de consommation.

Il se dégage le constat suivant : plus de la moitié des dépenses de consommation à Niamey est consacrée à l'alimentation et au logement.

Comparaison avec les résultats de l'ENBC (Enquête Nationale Budget Consommation)

L'Enquête Nationale Budget Consommation (ENBC) a été réalisée, de mars 1989 à mars 1990, auprès de 1972 ménages urbains couvrant l'ensemble du milieu urbain du Niger c'est à dire les chefs lieux des départements et les arrondissements. Cette première phase a été suivie d'une seconde qui n'a concerné que le milieu rural. La phase rurale de l'ENBC a été réalisée de novembre 1992 à novembre 1993 sur un échantillon de 2070 ménages réparti sur l'ensemble de la zone rurale du Niger. Les résultats obtenus au niveau de la Communauté Urbaine de Niamey ont été actualisés (application du taux d'inflation par grands postes) à l'aide des indices des prix à la consommation calculés par la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux.

1. Répartition proportionnelle de la dépense de Consommation par grandes fonctions

<u>Tableau 6</u>: Comparaison des résultats de l'Enquête UEMOA et de l'ENBC (Phase Urbaine)

Fonction	Résultats ENBC 1989-1990	Résultats Actualisés ENBC en 1996	Résultats UEMOA
Alimentation-Boisson-Tabac	52,7	57,3	48,6
Habillement-chaussures	10,0	11,1	5,7
Logement-Equipement-Entretien	18,0	13,4	21,5
Santé-Hygiène	3,5	3,3	1,6
Transport-Déplacement	15,4	14,5	11,8
Education loisirs-culture	0,3	0,3	3,9

² Profil de la Pauvreté ; Novembre 1994 Page 7.

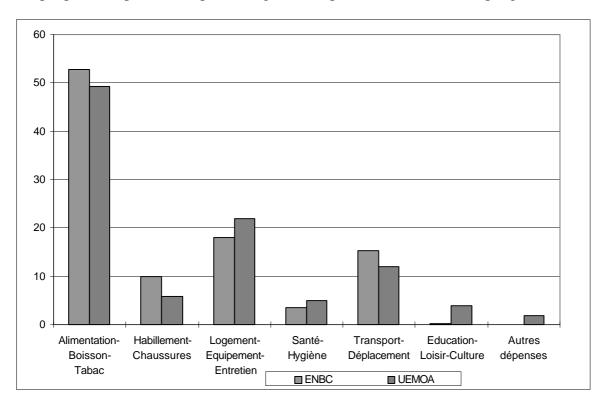
Autres dépenses	0,1	0,1	6,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Comme le montre le tableau 6 la part du budget allouée à l'alimentation-boisson-tabac est passée de 52,7 à 49,3% entre 1993 et 1996.

Le coefficient budgétaire du poste habillement-chaussures a subi une chute passant ainsi de 10% à 5,8%, tout comme le transport qui est passé de 15,4% à 12%. Les dépenses en éducation-loisirs-culture qui étaient de moins de 1% sont estimées aujourd'hui à 4%.

Le graphique 3 ci-dessous montre que les courbes ont la même allure. En effet on constate que pour toutes les deux enquêtes, le poste "alimentation-boisson-tabac" se place au premier rang, suivi des dépenses de logement, ensuite des dépenses de transport. Cependant, on peut constater une légère modification dans la répartition du budget de 1990 à 1996. Ainsi la part du budget allouée à l'alimentation - habillement - transport est réduite au profit des autres postes de dépense tels que logement, santé, éducation.

<u>Graphique 3</u>: Répartition en pourcentage de la dépense de consommation par grande fonction



Le coefficient budgétaire du poste habillement - chaussures a subi une chute passant ainsi de 10,0% en 1990 à 5,7% en 1996. La période particulièrement difficile que vivent les ménages les oblige à un changement de comportement dans leur dépenses vestimentaires. En effet, depuis la Conférence National en 1991, l'Etat comme quelques entreprises privées ne parviennent plus à payer régulièrement les salaires. Face à cette nouvelle situation les ménages consacrent leurs maigres ressources à l'achat de bien dits de premières nécessités et n'achètent que très rarement ou même occasionnellement des habits.

Les dépenses de transport sont passées de 15,4% à 12% pendant la même période. En effet depuis la dévaluation du F CFA, les frais de transport ont subi une hausse obligeant certains habitants de la ville à faire des courses à pieds, ou rationaliser les dépenses en carburant en réduisant soit peu le nombre de leurs courses.

Les dépenses de santé ont connu une légère hausse passant de 3,5% à 5,0%. On pourrait l'expliquer par la présence de la pharmacie "ambulante" où les ménages acquièrent les produits à bas prix. En effet, beaucoup de personnes préfèrent payer leur produits auprès des vendeurs ambulants sans même consultation médicale. Elles jugent inutile de passer par les centres médicaux sous prétexte que les soins ne sont plus gratuits pour éviter les ordonnances parfois onéreuses.

2. Dépenses par ménage et par tête

<u>Tableau 7</u>: Dépenses annuelles de consommation par ménage et par tête selon les résultats actualisés de l'enquête ENBC et l'enquête UEMOA

Fonctions		Enquête Budget Consommation 02/89 au 03/90 actualisée en 1996	Enquête UEMOA 04/96 au 06-96
Consommation Totale	Par ménage	1 181 226	1 349 842
	Par tête	151 439	21 5411
Alimentation Boisson Tabac	Par ménage	677 220	656 122
	Par tête	86 823	104 705
Habillement Chaussures	Par ménage	131 168	77 281
	Par tête	16 816	12 333
Logement Equipement	Par ménage	158 616	290 766
	Par tête	20 335	46 401
	Par ménage	171 203	159 897
	Par tête	21 949	25 517
	Par ménage	43 019	145 047
	Par tête	5 515	23 147

Si le tableau 6 fait ressortir en 1996 un coefficient budgétaire affecté à l'alimentation inférieur à celui de 1989-90, le tableau 7 quant à lui offre une dépense totale de consommation supérieur à celle de 1989-90. On constate que la consommation annuelle par ménage est de 1.349.842 F en 1996 contre 1.181.226 F CFA en 1989-90. Quel que soit le poste de dépense considéré en dehors de celui de l'habillement il ressort que les ménages dépensent plus en 1996 qu'en 1989-90. cet état de fait pourrait s'expliquer par la montée des prix, de tous les produits avec la dévaluation intervenue en Janvier 1994. De ce fait pour conserver son niveau de vie, le ménage se trouve dans l'obligation de dépenser plus.

La baisse des dépenses d'habillement, chaussure s'expliquerait par la contrainte budgétaire. En effet depuis que le pays vit dans une situation financière difficile, la majeure partie des ménages de la communauté s'est fixée un objectif : "assurer principalement les besoins alimentaires du ménage", et pour y parvenir, compte tenu des contraintes budgétaires, il fallait renoncer à certaines habitudes.

En effet, avec la dévaluation l'indice annuel moyen du poste alimentation qui était de 98,6% en 1993 base 100 en 1989 est passé à 134,1% en 1994 base 100 en 1989, et celui du poste habillement est passé de 102,5% à 151,3% ³. Depuis les prix des céréales ne fond que monter. Par exemple, on remarque que les prix des céréales ont monté à 5,5% en Avril par rapport à Mars 1996, période de l'enquête. Pendant la même période le prix des habits est monté de 3,4% d'Avril par rapport à Mars, ensuite a subi une baisse de 1,6% de Mai par rapport à Avril enfin une seconde baisse de 0,5% en Juin par rapport à Mai⁴. A ces contraintes on pourrait ajouter le faible taux d'activité (38,8% de la population est effectivement occupé), donc susceptible de faire face aux exigences du moment.

³ DSCN. Annuaire Statistique : Décembre 1995 page 179.

⁴ DSCN Indice des Prix à la Consommation (Avril-Mars 1996, Mai-Avril 1996, Mai-Juin 1996)

III. EMPLOI

Les questions sur l'emploi ont été posées à la population résidente de la Communauté Urbaine de Niamey âgée de 15 ans et plus. La période de référence retenue est la semaine qui a précédé le passage de l'agent enquêteur dans le ménage. Une série de questions supplémentaires ont été posées aux personnes n'ayant pas travaillé pendant cette période de référence. Ces questions portent sur la recherche d'un travail au cours de la semaine ou des trente derniers jours précédant le passage de l'agent enquêteur dans le ménage.

Ces questions supplémentaires ont permis de dégager un autre groupe de chômeurs appelé chômeurs découragés. Il s'avère nécessaire de définir quelques concepts :

La population active : Elle comprend toutes les personnes âgées de 15 ans ou plus, qui soit ont occupé un emploi, soit ont été au chômage (au sens du B.I.T.), au cours de la période de référence (7 ou 30 derniers jours).

Chômeurs au sens du B.I.T: Ce sont toutes les personnes âgées de 15 ans ou plus qui, au cours de la période de référence, étaient :

- Sans travail c'est à dire qui n'étaient pourvues ni d'emploi salarié ni d'un emploi non salarié
- disponibles pour travailler
- à la recherche effective d'un travail

Chômeurs découragés : Un chômeur découragé est une personne qui n'a pas travaillé au cours de la période de référence, qui souhaite travailler, mais qui n'a pas cherché au cours de la période de référence, soit parce qu'elle n'avait pas de qualification, soit parce qu'elle ne savait pas chercher, soit enfin parce qu'elle pense qu'il n'y a pas d'emploi pour elle.

<u>Tableau 8</u>: Structure de la population de la Communauté Urbaine de Niamey en âge de travailler en Avril - Juin 1996

		Effectifs	Pourcentage
Population	n en âge de travailler (P.A.T.)	212 971	100,0
	Population active occupée (P.A.O.)	82 644	38,8
Population Active			
(P.A.)	Chômeurs selon les critères du BIT (CHOM.)	15 684	7,4
	Chômeurs découragés (C.D.)	16 999	8,0
Population Inactive			
(P.I.)	Inactifs	97 644	45,8

Le tableau ci-dessus montre que 38,8% de la population en âge de travailler sont occupés. 45,8% sont inactives et 15,4% sont des chômeurs selon la définition du BIT ou des chômeurs dits découragés.

<u>Tableau 9</u>: Indicateurs sur l'emploi (Avril - Juin 1996)

	Définition	Valeur (en %)
Taux d'activité	STRICT = (P.A. / P.A.T.)	46,2
	ELARGI = (P.A. + C.D.) / (P.A.T.)	54,2
Taux de chômage	STRICT = (CHOM. / P.A.)	16,0
	ELARGI = (CHOM. + CD.) / (PA. +CD.)	28,3
Taux de dépendance	(CHOM + PI) / (P.A.O)	1,6

Ce tableau 9 montre, que sur l'ensemble de la population de la Communauté de Niamey âgée de 15 ans et plus, seulement 46,2% sont effectivement en activité. Si l'on tient compte des chômeurs découragés (C.D.), le taux d'activité élargi atteint 54,2%.

Quant au chômage, il atteint 16,0% de la population en âge de travailler. Mais il faudrait tenir compte des chômeurs découragés, ce qui de facto relève le taux de chômage à 28,3%.

Toute cette population inactive est à la charge de la population active occupée. ainsi un taux de dépendance de 1,6; c'est dire qu'un actif occupé supporte en moyenne plus d'une personne inactive dans la Communauté Urbaine de Niamey.

1. Taux strict de chômage et d'activité par sexe et classe d'âges

<u>Tableau 10</u>: Taux strict de chômage par sexe et par classe d'âges

Classes d'âges	Masculin	Féminin
15 - 19 ans	32,2	14,1
20 - 24 ans	41,6	25,4
25 - 29 ans	21,6	25,6
30 - 39 ans	9,5	7,4
40 - 49 ans	8,4	3,7
50 ans et plus	10,1	8,5
Ensemble	17,2	12,8

De ce tableau 10, il ressort que le chômage affecte tous les sexes. Au sens strict il touche 17,2% des hommes et 12,8% des femmes.

Dans le groupe des hommes il touche beaucoup plus la population âgée de 20 à 24 ans. En effet on constate que 41,6% de la population de cette tranche d'âges est au chômage suivi du groupe d'âges 15-19 ans où 33,2% sont des chômeurs au sens strict.

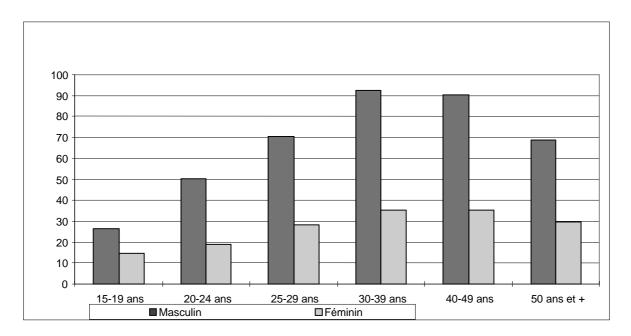
Dans le rang des femmes, c'est les deux groupes d'âges 25-29 ans et 20-24 ans qui sont les plus touchés par le chômage (avec respectivement 25,6% et 25,4%). Quel que soit le sexe considéré le groupe le moins touché est celui des 40-49 ans avec 8,4% chez les hommes et 3,7% chez les femmes.

<u>Tableau 11</u>: Taux strict d'activité par sexe et par classe d'âges

Classe d'âges	Masculin	Féminin
15 - 19 ans	26,4	14,7
20 - 24 ans	50,4	19,1
25 - 29 ans	70,3	28,0
30 - 39 ans	92,5	35,1
40 - 49 ans	90,4	35,3
50 ans et plus	68,6	29,6
Ensemble	65,4	26,2

Ce tableau 11 montre que, quel que soit la classe d'âges considérée, le taux strict d'activité chez les femmes est moins élevé que chez les hommes. En effet on constate que 65,4% des hommes et 26,2% des femmes sont en activité.

<u>Graphique 4</u>: Taux d'activité par sexe et par classe d'âges



Sur ce graphique on constate chez les hommes un taux d'activité supérieur à 50% à l'exception du groupe d'âges 15-19 ans où il a son minimum. Ce taux d'activité a son maximum dans le groupe des hommes âgés de 30 à 39 ans.

Pour les femmes, le taux d'activité est partout inférieur à 40 %. C'est dans le groupe d'âges 40-49 ans que le taux d'activité prend son maximum chez les femmes avec 35,3%.

Ce graphique montre également que le taux d'activité croît rapidement jusqu'à 39 ans puis amorce une baisse lente en fonction de l'âge.

2. Taux élargis de chômage et d'activité par sexe et par classe d'âges

<u>Tableau 12</u>: Taux élargi de chômage par sexe et par classe d'âges

Classe d'âges	Masculin	Féminin
15 - 19 ans	59,1	49,2
20 - 24 ans	54,9	58,0
25 - 29 ans	30,2	40,2
30 - 39 ans	10,9	17,7
40 - 49 ans	11,6	11,7
50 ans et plus	14,7	12,4
Ensemble	26,7	32,1

Ce taux élargi est plus pertinent dans le contexte nigérien que le précédent c'est à dire plus que le taux strict de chômage. En effet, le taux élargi de chômage inclut les chômeurs découragés c'est à dire ceux qui ne cherchent plus de travail pour diverses raisons (manque travail, pas de qualification, etc.). Ainsi on constate que le chômage touche beaucoup plus les personnes ayant moins de 30 ans, donc les jeunes de la Communauté Urbaine de Niamey; et ceci quel que soit le sexe considéré. Au niveau du sexe masculin la classe d'âges 15-19 ans enregistre le plus fort taux avec 59,1% suivi par le groupe 20-24 ans avec un taux de 54,9%.

Au niveau du sexe féminin, c'est le groupe d'âges 20-24 ans qui enregistre le taux le plus élevé avec 58,%, secondé par le groupe 15-19 ans avec 49,2%.

<u>Tableau 13</u>: Taux élargi d'activité par sexe et par classe d'âges

Classe d'âges	Masculin	Féminin
15 - 19 ans	43,7	24,9
20 - 24 ans	65,3	33,9
25 - 29 ans	78,9	34,8
30 - 39 ans	93,9	39,5
40 - 49 ans	93,7	38,6
50 et plus	72,3	30,9
Ensemble	73,9	33,7

Ce tableau 13 montre que le taux élargi d'activité est de 73,9% chez les hommes et de 33,7% chez les femmes. Il croît avec l'âge jusqu'à 39 ans (93,9% chez les hommes et 39,5% chez les femmes). Il décroît aux âges supérieurs à 39 ans et ceci pour tous les deux sexes. A partir de 20 ans, plus de la moitié des hommes sont en activité, par contre chez les femmes moins de 40% sont en activité quel que soit le groupe d'âges considéré.

3. Caractéristiques des chômeurs BIT et des chômeurs découragés

a : Chômeurs BIT

a.1. En fonction du sexe

Tableau 14 : Répartition des chômeurs BIT selon le sexe

Sexe	Chômeurs BIT (en %)
Masculin	65,4
Féminin	34,6
Total	100,0

De ce tableau, il ressort que la plus forte proportion des chômeurs de la Communauté Urbaine de Niamey sont de sexe masculin (65,4% d'hommes contre 34,6% de femmes).

a.2. En fonction du lien de parenté avec le chef de ménage

<u>Tableau 15</u>: Répartition des chômeurs BIT selon le lien de parenté avec le CM

Lien de Parenté avec le CM	Chômeurs BIT (en %)
Chef de ménage	12,6
Epouse	8,1
Enfant	53,5
Petit fils - Petite-fille	1,2
Neveu	7,3
Frère - Soeur	7,3
Beau-frère - Belle-sœur	1,2
Gendre - Belle-fille	0,3
Autres parents	4,8
Non parents	3,8
Total	100,0

La répartition des chômeurs selon le lien de parenté avec le chef de ménage montre que plus de la moitié des chômeurs sont des enfants du chef de ménage (53,5%). Le tableau montre également que 12,6% des chômeurs sont des chefs de ménage et 8,1% sont des épouses de chef de ménage.

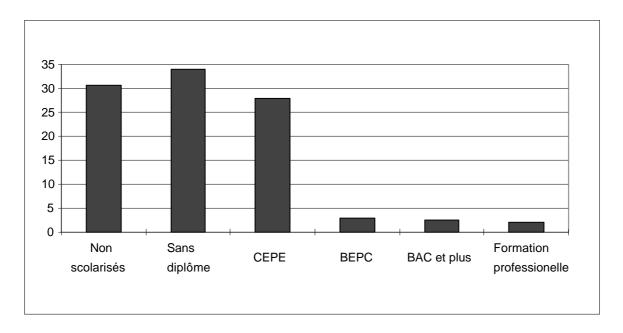
a.3. En fonction du niveau d'instruction

<u>Tableau 16</u>: Répartition des chômeurs BIT selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Chômeurs BIT (%)
Non Scolarisés	30,7
Sans Diplôme	33,9
CEPE	27,9
BEPC	2,9
BAC et plus	2,6
Professionnel et Autre	2,0
Total	100,0

Ce tableau 16 montre que le chômage touche beaucoup plus les individus ayant un niveau d'instruction inférieur ou égal au CEPE. Ils représentent 92,5% des chômeurs au 1er Juin 1995. Ceux ayant une formation professionnelle ou un niveau d'instruction supérieur au BEPC ne représentent que 7,5% de la population au chômage dans la Communauté Urbaine de Niamey à la même date de référence. En particulier ceux qui ont une formation professionnelle ne représentent que 2,5% des chômeurs.

<u>Graphique 5</u>: Répartition des chômeurs BIT selon le niveau d'instruction



a.4. En fonction de la taille du ménage

<u>Tableau 17</u>: Répartition des chômeurs BIT selon la taille du ménage

Taille du Ménage	Chômeurs BIT (en %)
1 personne	1,9
2 à 3 personnes	3,1
4 à 6 personnes	17,6
7 à 9 personnes	23,0
10 personnes et plus	54,4
Total	100,0

Ce tableau 17 montre que le nombre de chômeurs est une fonction croissante de la taille du ménage. Plus de 54% des chômeurs appartiennent à des ménages d'au moins 10 personnes.

b. Chômeurs BIT + Chômeurs découragés

b.1. En fonction du sexe

<u>Tableau 18</u>: Répartition des chômeurs au sens large selon le sexe

SEXE	Chômeurs BIT + Découragés (en %)
Masculin	69,5
Féminin	30,5
Total	100,0

En tenant compte des chômeurs dits découragés, 69,5% sont de sexe masculin contre 30,5%. Quelle que soit la définition retenue, le chômage touche beaucoup plus les hommes que les femmes.

b.2. En fonction du lien de parenté avec le CM

Tableau 19 : Répartition des chômeurs au sens large selon le lien de parenté avec le CM

Lien de parenté	Chômeurs BIT + Découragés (en %)
CM	46,6
Epouse	12,0
Enfant	23,8
Petit-fils - Petite-fille	0,8
Père – Mère	0,1
Neveu	3,5
Frère – Soeur	5,3
Beau Frère - Belle-soeur	1,0
Gendre - Belle-fille	0,2
Beau-père - Belle-mère	0,1
Autres parents	3,1
Non parents	3,5
Total	100

Ce tableau 19 montre que parmi les chômeurs on dénombre beaucoup plus de chefs de ménage. Ils constituent à eux seuls 46,6% des chômeurs. Au second rang, figurent les enfants de chef de ménage avec une proportion de 23,8% de l'ensemble des chômeurs.

b.3. En fonction du niveau d'instruction

<u>Tableau 20</u> : Répartition proportionnelle des chômeurs au sens large en fonction de leur niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Chômeurs BIT + Découragés (en %)
Non Scolarisés	43,8
Aucun Diplôme	21,9
CEPE	19,1
BEPC	4,8
BAC et plus	6,1
Professionnel et Autre	4,3
Total	100,0

Ce tableau 20 montre que la population des chômeurs est composée essentiellement de personnes non scolarisées ou ayant au plus le niveau CEPE. Elles forment à elles seules 84,8% de la population en chômage.

b.4. En fonction de la taille du ménage

<u>Tableau 21</u>: Répartition proportionnelle des chômeurs au sens large selon la taille du ménage

Taille du ménage	Chômeurs BIT + Découragés (en %)
1 personne	26,3
2 à 3 personnes	6,2
4 à 6 personnes	10,6
7 à 9 personnes	22,0
10 personnes	34,9
Total	100,0

Il ressort du tableau 21 que les plus fortes proportions des personnes au chômage proviennent des ménages d'au moins 10 personnes (34,9%). Au second rang se trouvent les personnes formant seules leur ménage avec une proportion de 26,3%. La plus basse proportion est enregistrée dans les ménages de 2 à 3 personnes.

b.5. En fonction de la Nationalité

<u>Tableau 22</u> : Répartition proportionnelle des chômeurs au sens large en fonction de leur nationalité

Nationalité	Chômeurs BIT + Découragés (en %)
Nigérienne	85,5
Autre	14,5
Total	100,0

Il ressort du tableau que la population des chômeurs est formée essentiellement de nationaux (85,5% de Nigériens contre 14,5% d'autres nationalités).

<u>Tableau 23</u>: Répartition en pourcentage des chômeurs au sens large selon la durée de recherche d'emploi

	Sans objet	0 à 3	De 4 à 12	De 13 à 36	Plus de 36	Non	Total
		mois	mois	mois	mois	renseignés	
Chômeurs BIT	0,4	7,9	12,6	32,6	46,1	0,4	100,0
Chômeurs	0,9	6,6	20,1	36,0	36,4		100,0
Découragés							
Total	0,7	7,2	16,5	34,4	41,0	0,2	100,0

L'examen de ce tableau montre que 41,0% des chômeurs cherchent un emploi depuis plus de 36 mois soit 3 ans, 34,4% ont une durée de recherche d'emploi comprise entre 13 et 36 mois, 16,5% pendant une période comprise entre 4 et 12 mois et ceux dont la durée n'excède pas 3 mois constituent 7,2% de cette population des chômeurs.

En faisant une distinction entre les chômeurs, il ressort également de ce tableau que seulement 7,9% des chômeurs BIT ont au plus 3 mois de recherche d'emploi alors que 46,1% ont plus de 3 ans.

Quant aux chômeurs découragés, les proportions varient de 6,6% (pour ceux dont la durée dans la recherche est au plus égale à 3 mois) à 36,4% (pour ceux dont la durée dans la recherche est au mois égale à 3 ans).

Tableau 24 : Répartition des chômeurs ne cherchant pas d'emploi selon les motifs

		Pas d'emploi	Pas de qualification	Ne sait pa	s Etait malade	Total	
	Chôm	38,	49,	11		1	1
l	eurs	9	9	,2	-	00,0	
	Découragés						

De ce tableau il ressort que 3 raisons fondamentales poussent les chômeurs découragés à ne pas chercher d'emploi. La raison la plus avancée est le manque de qualification (49,9%). Ceux qui pensent qu'il n'y a pas d'emploi représentent 38,9% de cette catégorie de chômeurs. Pour le reste, c'est à dire les autres 11,2 %, ils répondent qu'ils ne savent pas chercher du travail. Par ailleurs l'enquête montre que 3,1% des chômeurs BIT ne cherchent pas d'emploi pour cause de maladie.

En considérant l'ensemble des chômeurs, il ressort des résultats que seulement d'entre eux 46,5% cherchent un emploi tandis que 53,5% autres ne le font pas parce qu'ils étaient malades (1,5%), ou parce qu'ils ne savent pas chercher d'emploi (5,8%), ou tout simplement parce qu'ils pensent qu'il n'y a pas d'emploi (20,3%) ou ils n'ont pas de qualification (26,0%).

ANNEXES

Pondérations UEMOA-Niamey Niger

Libellé	Pondérations
Céréales non transformées	1 602
Farines, semoules et grains	214
Pâtes alimentaires	58
Pains	80
Pâtisseries, gâteaux, biscuits	99
Bœuf	305
Mouton - Chèvre	147
Porc	1
Volaille	92
Charcuterie	1
Conserves, autres viandes et préparation à la base de viande	83
Poissons et autres produits frais de la pêche	73
Poissons et autres produits de la pêche séchés ou fumés, conserves de poissons	35
Lait	126
produits laitiers	7
Oeufs	11
Beurre, margarine	5
huiles	222
Autres matières grasses	23
Fruits	77
Légumes frais	225
Légumes secs	65
Arachides	6
Pommes de terre, manioc, autres tubercules et bananes plantain	76
Préparation à base de pomme de terre, manioc, autres tubercules, bananes plantain	39
Sucre	70
Confiture, miel, chocolat et confiserie	11
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	492
Café, thé, cacao et autres végétaux pour tisanes	56
Fabrication artisanale	21
Fabrication industrielle	32
Fabrication artisanale	1
Fabrication industrielle	4
Cigarettes locales	4
Cigarettes importées	97
Autres excitants	52
Tissus d'habillement	130
Vêtements de tissus hommes	92
Sous-vêtements hommes	3
Vêtements de tissus femmes	126
Sous-vêtements femmes	4

Pondérations suite

Libellé	Pondérations
Vêtements enfants	56
Autres articles vestimentaires et associés du vêtement	9
Confection et réparations vêtements hommes	43
Confection et réparations vêtements femmes	40
Chaussures hommes	35
Chaussures femmes	27
Chaussures enfants	15
Réparations de chaussures	2
Loyers bruts	500
Produits pour l'entretien et les réparations courantes du logement	127
Services d'entretien et de réparations courantes de logement	42
Distribution d'eau	238
Electricité	219
Gaz	13
Combustibles liquides	29
Autres combustibles	221
Meubles, articles d'ameublement et de décoration, tapis et autres revêtements	133
Articles de ménage et textiles	84
Appareils de chauffage et de cuisine, réfrigérateurs, machine à laver et autres	54
Vaisselle	10
Autres ustensiles de cuisine	8
Autres ustensiles de ménage	1
Outillage pour la maison et le jardin	28
Articles de ménage non durables	252
Services domestiques	78
Services pour l'habitation à l'exclusion des services domestiques	119
Médicaments modernes	117
Médicaments traditionnels	6
Autres produits pharmaceutiques	15
Appareils et matériel thérapeutiques	2
Services des médecins	6
Services des dentistes	1
Analyses médicales	6
Services des auxiliaires médicaux	2
Services des hôpitaux	12
Automobiles	209
Cycles et motocycles	42
Pièces détachées et accessoires	47
Carburants et lubrifiants	405
Entretien et réparations	85
Autres services relatifs aux véhicules personnels	5
Transports locaux	236
Transports de longue distance	176
Appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction de son et d'image	89

Pondérations suite

Libellé	Pondérations
Equipement photographique et cinématographique, instruments d'optique	1
Jeux et jouets ; articles de sport, camping et plein air	3
Support d'enregistrement pour l'image et le son	10
Cinéma, théâtre et concerts	27
Manifestations sportives	6
Autres services récréatifs et culturels	58
Livres	1
Presse et imprimés divers	22
Articles de papeterie et de dessin	1
Services d'enseignement	109
Fournitures scolaires	46
Restaurants et débits de boissons	474
Services d'hébergement	1
Salons de coiffure et esthétique corporelle	122
Articles pour les soins personnels	216
Bijouterie et horlogerie	49
Autres effets personnels	8
Services postaux	3
Téléphone et télégraphe	88
Autres services n.d.a	45

Tableau des écarts types calculés pour les grands postes de dépenses.

Postes de dépenses	Montants des dépenses (en millions de FCFA)	Ecart- types d'échantillonnage (Totaux)
DEPENSES TOTALE ANNUELLE	92 829	7 326
DEP. TOT ALIM. BOIS TAB	36 306	2 100
DEP. TOT HABIT CHAUSS.	4 744	508
DEP. TOT LOGEMENT	11 781	975
DEP. TOT. EQUIP ENTRET.	6 068	803
DEP. TOT. SANTE	13 348	271
DEP. TOT TRANSP. DEPLCMT	9 815	1 979
DEP. TOT. LOISIR CULTURE	1 948	348
DEP. TOT. EDUCATION	1 272	379
DEP. TOT. HOTEL CAFE	3 971	436
DEP. TOT. AUTRE DEPCONSO	5 622	1 033
DEP. TRANSF. ESPECE	5 589	927
DEP. TOT. AUTRES SORTIES	2 152	616
DEP. TOT. CONSO.	82 861	6 424
PRELVMT STOCK COMMERCE	955	180